

Le 12/06/2019

## [COMMUNIQUE] Les politiques européennes continuent de faire des victimes en mer

Amsterdam/Marseille, le 12 juin 2019 - Un an après la décision de l'Italie de fermer ses ports aux navires humanitaires et le premier blocage politique sur le sort des personnes secourues en Méditerranée centrale, au moins 1 151 hommes, femmes et enfants vulnérables sont morts et plus de 10 000 autres ont été renvoyés de force en Libye, exposés à encore plus de souffrances. Ces morts évitables témoignent du coût humain de politiques migratoires européennes irresponsables, ont déclaré aujourd'hui Médecins Sans Frontières (MSF) et SOS MEDITERRANEE.

« La réponse des gouvernements européens à la crise humanitaire en Méditerranée et en Libye n'a fait que se dégrader », a déclaré Annemarie Loof, responsable opérationnelle de MSF. « Il y a un an, nous avons imploré les gouvernements européens de faire passer la vie des personnes avant la politique. Nous avons plaidé pour une réponse humaine ; pour mettre fin à la déshumanisation des personnes vulnérables en mer à des fins politiques. Pourtant, un an plus tard, la réponse européenne a atteint un niveau des plus déplorables. »

Blocages en mer : la nouvelle « norme »

Depuis que le navire de recherche et de sauvetage « Aquarius », affrété par SOS MEDITERRANEE et opéré en partenariat avec MSF, a été empêché d'entrer dans les ports italiens il y a un an, les blocages de navires en Méditerranée centrale sont devenus la nouvelle « norme », avec plus de 18 incidents publiquement documentés. [1] Ces blocages ont duré 140 jours, soit plus de quatre mois, pendant lesquels 2 443 hommes, femmes et enfants vulnérables ont été bloqués en mer alors que les dirigeants européens débattaient de leur avenir.

Les conséquences de la criminalisation du sauvetage en mer n'affectent pas seulement les navires humanitaires, mais érodent l'obligation même de prêter assistance aux personnes en détresse en mer. Les navires commerciaux et même les navires militaires sont de moins en moins disposés à répondre aux personnes en détresse en raison du risque élevé d'être bloqués en mer et de se voir refuser un lieu sûr pour débarquer. Les navires commerciaux qui effectuent des opérations de sauvetage se retrouvent dans une situation extrêmement difficile où ils doivent prendre le risque de se retrouver bloqués en mer ou de renvoyer des personnes en Libye en violation du droit international.

« Il y a un an, nous avons sonné l'alarme : les blocages politiques en mer, dangereux et inhumains, ne devraient en aucun cas créer un précédent. C'est pourtant exactement ce qui s'est passé », a déclaré Sam Turner, chef de mission de MSF pour la Libye et la Méditerranée. « Cette impasse politique entre les pays européens et leur incapacité à prioriser des vies humaines n'est que plus choquante aujourd'hui, alors que les combats continuent à faire rage à Tripoli. »

Renvoyés vers un cycle de violence

Au cours des six dernières semaines seulement, des personnes vulnérables ont tenté de fuir la Libye en nombre croissant. Plus de 3 800 départs sur des embarcations de fortune ont été répertoriés. Alors que le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations telles que MSF ont appelé à l'évacuation humanitaire des réfugiés et des migrants hors de Libye depuis le début du conflit à Tripoli, la réalité est que cette année pour chaque personne évacuée ou réinstallée, au moins deux fois plus de personnes ont été renvoyées de force en Libye par les garde-côtes libyens. Les dirigeants européens soutiennent ces retours alors qu'ils connaissent exactement le cycle d'exploitation, de torture, de violence sexuelle et de détention arbitraire auquel ces personnes sont exposées en Libye.

« Le manque de navires humanitaires en Méditerranée centrale au cours de cette période devrait mettre un terme aux allégations non fondées d' "appel d'air" », a déclaré Frédéric Penard, directeur des opérations de SOS

MEDITERRANEE. « La réalité est que même avec de moins en moins de navires humanitaires en mer, les personnes n'ont que très peu d'alternatives et continueront à tenter cette traversée maritime meurtrière, quels que soient les risques. La seule différence est que ces personnes ont quatre fois plus de risques de mourir en mer que l'an dernier, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). »

Un an après le premier blocage en mer, MSF et SOS MEDITERRANEE continuent d'appeler tous les Etats membres de l'UE à : mettre en place d'urgence des capacités de recherche et de sauvetage proactives et suffisantes ainsi que des autorités de coordination compétentes et réactives en mer Méditerranée pour empêcher les pertes supplémentaires de vies humaines ; mettre fin aux actions punitives contre les ONG qui tentent de fournir une assistance vitale pour combler le manque de telles capacités; supprimer le soutien politique et matériel actuel au système de renvoi forcé des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants vers la détention arbitraire et inhumaine en Libye ; mettre en place un système de débarquement pérenne, fiable et prévisible vers des lieux sûrs où les survivants seront traités humainement, bénéficieront de services appropriés et pourront demander l'asile.

[1] Le chiffre 18 fait référence au nombre de fois où des navires de sauvetage sont restés bloqués en mer, faute d'autorisation de débarquement dans un port sûr durant plusieurs heures voire plusieurs jours.

Photo: Kenny Karpov / SOS MEDITERRANEE